

## Conséquences économiques de l'instabilité : un lest ajouté pour la région MENA

Javier Albarracín

L'instabilité a provoqué la destruction d'infrastructures, l'interruption des flux commerciaux régionaux et la déviation de budgets vers la sécurité

Selon la Banque mondiale, le coût de la guerre syrienne en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Irak, en Égypte et en Syrie s'élève à 35 milliards de dollars

De plus, il faut ajouter l'impact sur les marchés du travail et de l'immobilier, dérivé du flux de réfugiés dans les pays frontaliers avec lesquels ils sont en guerre

L'incertitude et l'instabilité économique se sont installées dans la Méditerranée depuis le début des révoltes arabes de 2011. Depuis lors, et à différents degrés, les manifestations, répressions, attentats terroristes, guerres ouvertes, mouvements massifs de personnes, tensions politiques, modifications de frontières et une certaine psychose de conflit parmi la population ont conduit une grande partie de la région à une longue impasse économique.

La plupart des pays d'Afrique du Nord, bien qu'ayant accumulé des croissances économiques significatives plus ou moins soutenues au cours des années préalables aux révoltes, ont démontré qu'ils n'ont pas réussi, ou n'ont pas voulu développer un système économique de marché, indépendant du pouvoir politique, transparent et diversifié, aussi bien sur l'aspect productif qu'en ce qui concerne les partenaires internationaux. Ainsi, deux des économies les plus remarquées par les principales institutions financières internationales en tant qu'exemple de réformisme économique, l'égyptienne et la tunisienne, se sont ensuite révélées opaques, corrompues, interventionnistes et cooptées par des élites politiques et économiques nationales prédatrices. Ce dit *crony capitalism* (capitalisme de connivence) a provoqué une polarisation socioéconomique croissante, en excluant une grande partie de la société des bénéfices matériels de la croissance économique.

Selon divers rapports récents de la Banque mondiale, 214 entreprises tunisiennes importantes étaient liées au clan Ben Ali, en accaparant 21 % des bénéfices générés par le secteur privé national en 2010, bien qu'en générant moins de 1 % des postes de travail. Selon ces mêmes rapports, un minimum de 469 entreprises égyptiennes étaient liées au clan Moubarak cette même année, en concentrant 60 % des bénéfices du secteur privé, mais en ne générant qu'un peu plus de 10 % des postes de travail.

De son côté, le Levant méditerranéen vit depuis des décennies divers conflits enkystés, en particulier celui d'Israël avec plusieurs de ses voisins, aux dramatiques éclats cycliques. De même, les tensions, instabilités et guerres au Moyen-Orient (en particulier les différentes guerres d'Irak avec l'Iran, le Koweït et la coalition internationale) ont eu un grand impact économique régional, avec la destruction d'infrastructures, l'interruption de flux commerciaux régionaux, la déstructuration d'économies et de marchés du travail, la déviation de grandes quantités d'argent vers les budgets de sécurité... Ainsi, une étude minutieuse effectuée en 2009 par le *think tank* indien Strategic Foresight Group (avec l'appui de l'AKP turc et des gouvernements du Qatar et de Norvège sous le titre *The cost of conflict in the Middle East*) calculait que le coût de ces conflits entre 1991 et 2009 était de 12 billions de dollars, aussi bien

du fait de la destruction provoquée que du coût en opportunités pour les économies de la région.

Après les révoltes et les changements de 2011, il faut ajouter à ces coûts une nouvelle instabilité et incertitude généralisée qui persiste encore aujourd'hui. Que ce soit en raison de l'impact national et régional des guerres en Libye, en Syrie et en Irak, des tensions générées par la répression des régimes autoritaires comme celui d'Égypte ou des conséquences des actes terroristes tels ceux qui ont eu lieu en Turquie, en Tunisie, en Égypte ou au Liban, les économies de la zone ont été significativement touchées de façon négative.

À l'indéniable drame humain qui déchire une grande partie de la région, s'ajoutent les effets économiques et financiers négatifs dérivés de l'impact des réfugiés sur les pays d'accueil, des millions de déplacés internes dans les pays mêmes, de la destruction et la sensation généralisée de conflit et d'instabilité persistante.

Selon un rapport de la Banque mondiale de 2015, le coût direct et indirect de la guerre en Syrie dans les six pays de la zone (Turquie, Liban, Jordanie, Irak, Égypte et la Syrie même) est de près de 35 milliards de dollars, ce qui signifie que cette somme aurait pu s'ajouter au PIB régional ajouté, si l'on avait évité le conflit. Cette somme comptabilise les infrastructures détruites, les pertes en raison de l'embargo sur la Syrie (avec un grand im-

pact sur le commerce interrégional, qui s'était multiplié par sept depuis 2000), le coût final de fournir les services nécessaires à des millions de réfugiés (nourriture, logement, services sociaux...), ainsi que la déviation de ressources économiques nationales pour donner priorité aux sujets sécuritaires en raison du conflit.

En Turquie, pays qui, selon les Nations unies, accueille sur son territoire plus de 1,6 millions de réfugiés syriens depuis le début de la guerre, le gouvernement de l'AKP a consacré plus de cinq milliards de dollars pour leur prêter assistance et leur fournir des infrastructures d'accueil. Cette importante partie du budget, ajoutée à la pression démographique des réfugiés dans la zone frontalière (ils partagent 822 kilomètres de frontière), génère de croissantes tensions politiques, économiques et sociales dans les villes turques de la zone.

## Répercussions sur le marché du travail et de l'immobilier

**A** ce coût régional, il faut ajouter l'impact sur les marchés du travail et de l'immobilier dans les pays frontaliers avec lesquels ils sont en guerre, dérivé du flux de réfugiés qu'ils accueillent.

Ainsi, selon les données de la Banque mondiale, en 2014, environ 170 000 Libanais sont tombés sous le seuil de la pauvreté en tant que conséquence de la concurrence dans le marché du travail et la pression à la baisse sur les salaires, en raison de l'excès d'offre de main-d'œuvre. De même, on arrive à une saturation des services sociaux nationaux en raison de la présence de plus d'un million de réfugiés syriens dans un pays dont la population s'élève à 4,2 millions d'habitants (ce qui représente un accroissement de 23 % de la population en trois ans). Selon le gouvernement libanais, en 2013-14, 90 000 enfants syriens réfugiés se sont inscrits dans son système éducatif, avec un coût additionnel de plus de 400 millions de dollars.

Cependant, l'impact économique de la guerre a bénéficié à certains secteurs des économies frontalières, en raison du commerce illicite de produits en tout genre ainsi que du fait que l'économie syrienne déstructurée ne peut pas faire face aux besoins de sa population. Ainsi, les exportations de boissons, tabac et aliments libanais vers la Syrie ont augmenté de façon considérable. Par exemple, entre 2011 et 2013, les exportations libanaises de blé vers la Syrie se sont multipliées par 14.

Dans ce sens, dans les pays et les zones frontalières avec les guerres de Syrie et d'Irak, le flux de personnes a aussi eu un fort impact sur le prix des biens immobiliers, en particulier dans les pays plus petits comme la Jordanie et le Liban. Les loyers ont augmenté de 40 % au Liban et de 2 % en Turquie, résultat de la croissante demande, tandis qu'en Syrie ils se sont effondrés de 50 %, en raison de la destruction et des déplacements massifs.

En Tunisie, l'impact de la guerre libyenne est aussi double. D'un côté, la porosité des frontières (avec l'infiltration de jihadistes ayant provoqué de actes terroristes dramatiques), le retour d'une partie importante des Tunisiens qui travaillaient dans ce pays (selon différentes sources, ils étaient plusieurs centaines de milliers, ce qui prive la Tunisie des fonds qu'ils envoyaient) et l'incertitude associée à certaines dérives politiques au cours de la transition, sont en train de conduire l'économie locale à la stagnation.

D'un autre côté, l'on estime qu'environ 1,2 millions de Libyens ont fui vers la Tunisie, dont beaucoup étaient fortunés, ce qui apporte selon différentes sources environ un milliard d'euros par an à l'économie tunisienne. De plus, la coutume historique des Libyens de recevoir des traitements hospitaliers en Tunisie s'est vue renforcée suite à la guerre, avec les recettes que cela implique pour ce secteur et les secteurs complémentaires, comme le secteur hôtelier.

Malgré cela, les deux attentats terroristes de 2015 contre le secteur touristique – plus de six millions de visiteurs par an, ce qui représente environ 14 % du PIB tunisien – ont généré

d'énormes doutes sur sa sécurité. Ceci a supposé l'annulation des escales de croisières massives des grands tour-opérateurs, comme Thomson et Thomas Cook. Les autres économies arabes qui comptent le tourisme parmi leurs principales sources de revenus se trouvent dans une situation similaire. L'arrivée de touristes en Jordanie ou au Liban s'est réduite drastiquement ces dernières années. L'Égypte, avec ses dures mesures de sécurité dans les zones sensibles, réussit à se récupérer lentement de la grande chute du tourisme soufferte après les révoltes de 2011. Même la Turquie, la grande puissance touristique, s'est récemment vue obligée de fermer l'accès aux touristes à certaines parties du Sud et du sud-ouest du pays, les zones les plus châtées par l'instabilité régionale. Ainsi, le Maroc est le seul pays de la zone dont le secteur touristique n'a pas souffert de cette tendance.

L'économie et les investissements, en particulier étrangers, tendent à chercher la stabilité puisqu'elle leur permet de s'attendre à des bénéfices à court et moyen terme. La situation actuelle d'incertitude politique, économique et de sécurité, s'est généralisée dans la région, et on en arrive même à relever certains doutes dans les pays du Nord de la Méditerranée. Et ce qui rend ce problème plus difficile à surmonter, c'est qu'il s'est aussi installé dans l'esprit d'une grande partie de la population, et dans la perception des investisseurs étrangers potentiels. Il faudra du temps pour dépasser cette impasse réelle et psychologique, cela demandera des faits concrets ambitieux, aussi bien nationaux que régionaux, étant donné que l'effet de contagion de l'instabilité est plus élevé dans l'économie. Dans ce sens, des efforts concertés par des acteurs privés et publics, nationaux, externes et multilatéraux, financiers et commerciaux, seront nécessaires pour que l'on puisse commencer à entrevoir des améliorations socioéconomiques pour les populations et leur donner de l'espoir. C'est essentiel pour toutes les populations de la région qui n'ont d'autre choix que de coopérer et se développer de façon conjointe, si elles veulent avancer. ■